

Histoire récente des finances publiques belges

Formation pour les enseignants du 5 octobre 2016

Patrick Bisciari – Luc Van Meensel



Département des Études
Groupe Finances publiques

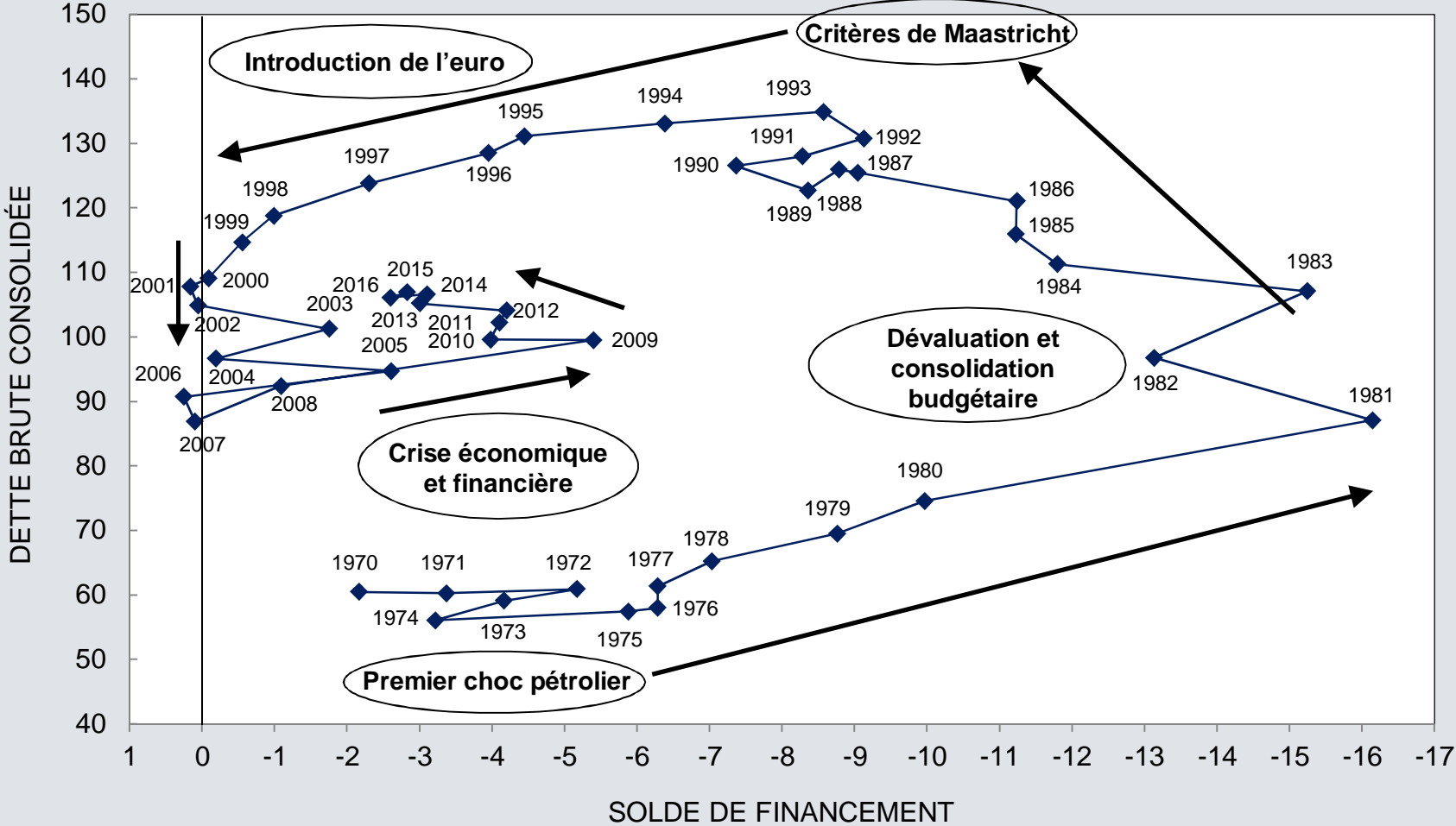
Structure de la présentation

- ▶ **Balisage des périodes d'assainissement**
- ▶ Contexte et principales mesures
- ▶ Instruments de la politique d'assainissement
- ▶ Conclusions



Histoire mouvementée des finances publiques belges

(pourcentages du PIB)

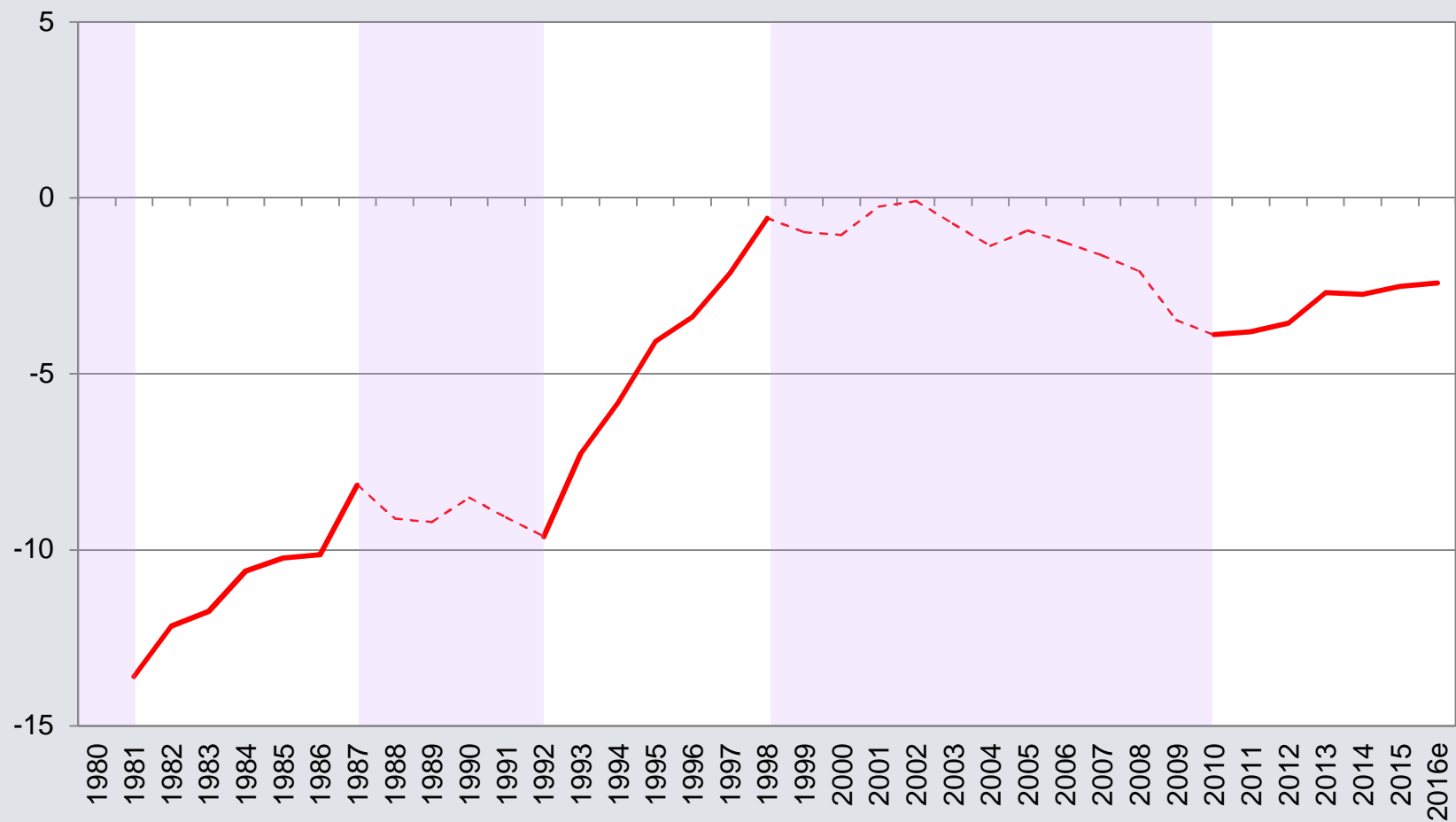


Sources: ICN, BNB.



Balisage des périodes de consolidation à l'aune de l'évolution du solde budgétaire structurel¹

(pourcentages du PIB)



Sources : CE, ICN, BNB.

¹ Solde de financement corrigé pour l'incidence du cycle conjoncturel et des facteurs temporaires (correction cyclique selon la méthode CE, facteurs temporaires et chiffres nominaux BNB).



Structure de la présentation

- ▶ Balisage des périodes d'assainissement
- ▶ **Contexte et principales mesures**
- ▶ Instruments de la politique d'assainissement
- ▶ Conclusions



Contexte économique

Critères	1982-1987	1993-1998	2011-2016
Situation économique initiale			
Conjoncture internationale	<i>Récession</i>	<i>Récession</i>	<i>Suite de la crise financière / grave récession</i>
Situation en Belgique	<i>Déséquilibres macro-économiques</i>	<i>Perte de compétitivité</i>	<i>Idem conjoncture internationale</i>
Inflation	7,6 % (1981)	2,4 % (1992)	2,2 % (2010)
Taux d'intérêt à long terme	13,4 % (1981)	8,7 % (1992)	3,3 % (2010)
Pression financière	<i>Spéculation contre le BEF</i>	<i>Crise au sein du SME</i>	<i>Crise de la dette souveraine</i>
Position budgétaire initiale (% du PIB)	<i>En 1981</i>	<i>En 1992</i>	<i>En 2010</i>
Dette	87,1	130,8	99,6
Solde de financement	-16,1	-9,1	-4,0
Dépenses primaires	52,6	42,8	49,7
	<i>Forte hausse dans les années 1970</i>	<i>Hausse limitée depuis la fin des années 1980</i>	<i>Forte hausse depuis 2000</i>
p.m. Évolutions en cours d'assainissement			
Croissance potentielle ¹	1,6	2,2	1,1
Incidence du vieillissement	<i>Légère</i>	<i>Plus forte</i>	<i>Encore plus forte</i>

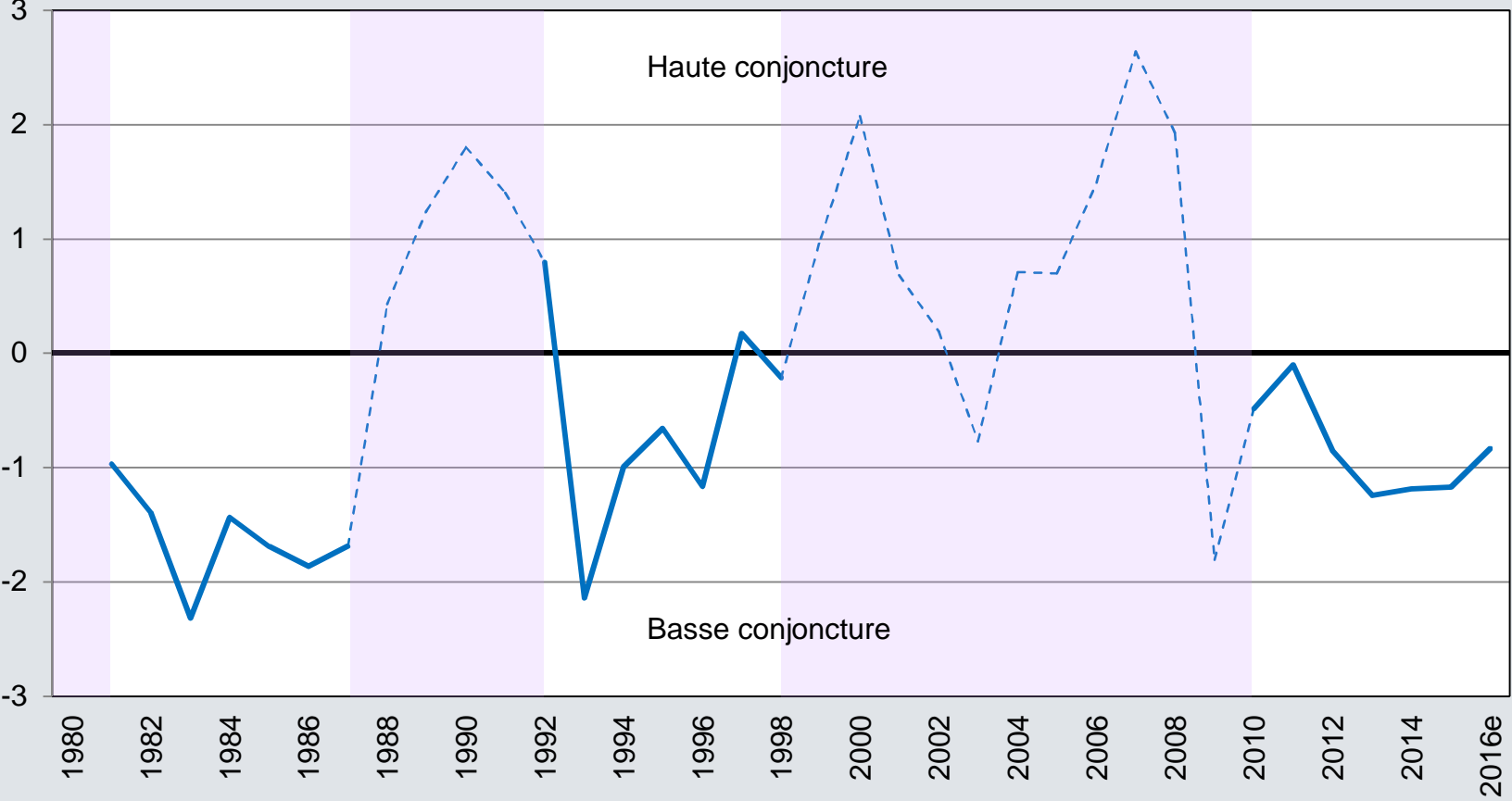
Sources : CE, OCDE, ICN, BNB.

¹ Moyenne des pourcentages de variation par rapport à l'année précédente.



Les assainissements ont quasi toujours eu lieu en période de basse conjoncture → politique budgétaire procyclique

Écart de production en Belgique
(pourcentages du PIB potentiel)



Sources: CE, ICN, BNB.



Contexte politique et institutionnel

Critères	1982-1987	1993-1998	2011-2016
Gouvernance européenne	<i>Pression des pairs (+ FMI)</i>	<i>Critères de Maastricht</i>	<i>Pacte de stabilité et de croissance renforcé</i>
Objectif central	<i>Solde net à financer → 7 % du PNB d'ici 1985 puis 1989</i>	<i>Solde de financement < 3 % du PIB d'ici 1997 + focus sur la dette</i>	<i>Solde de financement + amélioration du solde structurel</i>
Élections fédérales précédentes	<i>8 novembre 1981</i>	<i>24 novembre 1991</i>	<i>13 juin 2010</i>
Degré de fédéralisme	<i>Fédéral prédominant</i>	<i>Rôle accru des Communautés et Régions</i>	<i>Poids renforcé des Communautés et Régions</i>
Réforme de l'État précédente	<i>Loi du 8 août 1980</i>	<i>Accords de la St-Michel (28 septembre 1992)</i>	<i>Accords sur la 6^e réforme de l'État (10 octobre 2011)</i>
Rôle des Communautés et Régions et des pouvoirs locaux dans l'assainissement	<i>Pouvoirs locaux (principe d'équilibre)</i>	<i>Communautés et Régions (loi de financement et accords de coopération)</i>	<i>Communautés et Régions (loi de financement et accords de coopération)</i>



Épisode 1982 - 1987

- ▶ 1982-1983: programme de stabilisation macroéconomique
 - Dévaluation
 - Modération salariale: gel réel, indexation forfaitaire et lissage de l'IPC national sur 4 mois
 - Incitants fiscaux et parafiscaux
 - Premier ajustement budgétaire

- ▶ 1984-1987: objectif SNF = 7% du PNB
 - Plan d'assainissement pluriannuel (1984) et de Sainte-Anne (1986)
 - Trois sauts d'index (1984-1986-1987) au profit des finances publiques

- ▶ Composition des assainissements
 - Ralentissement des dépenses de soins de santé
 - Diminution des autres prestations sociales (sauf prépensions et interruptions de carrière)
 - Diminution des autres dépenses fédérales
 - Diminution des dépenses des pouvoirs locaux et hausse des additionnels IPP
 - Recettes: cotisations sociales, TVA, dépenses fiscales et précompte mobilier



Épisode 1993 - 1998

- ▶ Programmes de convergence (1992-1996), plan global (1993) et lois-cadres (1996)
- ▶ Politiques économiques
 - Arrimage du BEF au DEM mais bandes de fluctuations élargies en 1993
 - Modération salariale: indice-santé, gel des salaires réels et norme salariale
 - Réductions sélectives de cotisations patronales (+ financement alternatif)
- ▶ Objectifs budgétaires
 - Solde de financement < 3% du PIB d'ici 1997
 - Réduire la dette → aussi par des mesures spécifiques
- ▶ Principales mesures budgétaires
 - Normes concernant les dépenses primaires fédérales et les recettes
 - Suspension de l'indexation de la plupart des barèmes fiscaux
 - Contribution complémentaire de crise
 - TVA, accises et taxes environnementales
 - Dépenses fiscales (sociétés)
 - Équilibre de la sécurité sociale
 - Maîtrise des dépenses
 - Autres contributions à la sécurité sociale



Épisode 2011 – 2016

- ▶ Deux sous-périodes de consolidation
 - 2011-2013: principalement augmentation des recettes
 - 2014: pause
 - 2015-2016 : principalement réduction des dépenses

- ▶ Principales mesures budgétaires
 - Dépenses
 - Économies sur les dépenses de fonctionnement et les investissements
 - Abaissement de la norme de croissance des soins de santé
 - Allocations de chômage: durcissement des conditions d'octroi et dégressivité accrue
 - Réduction des subsides aux entreprises publiques
 - Saut d'index
 - Recettes
 - Hausse du précompte mobilier
 - Réduction des avantages liés au système des intérêts notionnels
 - Augmentation des accises (tabac, alcool, carburants)
 - Mais réduction des cotisations sociales et des paiements de garanties par les banques

- ▶ Réforme des pensions pour réduire les coûts du vieillissement



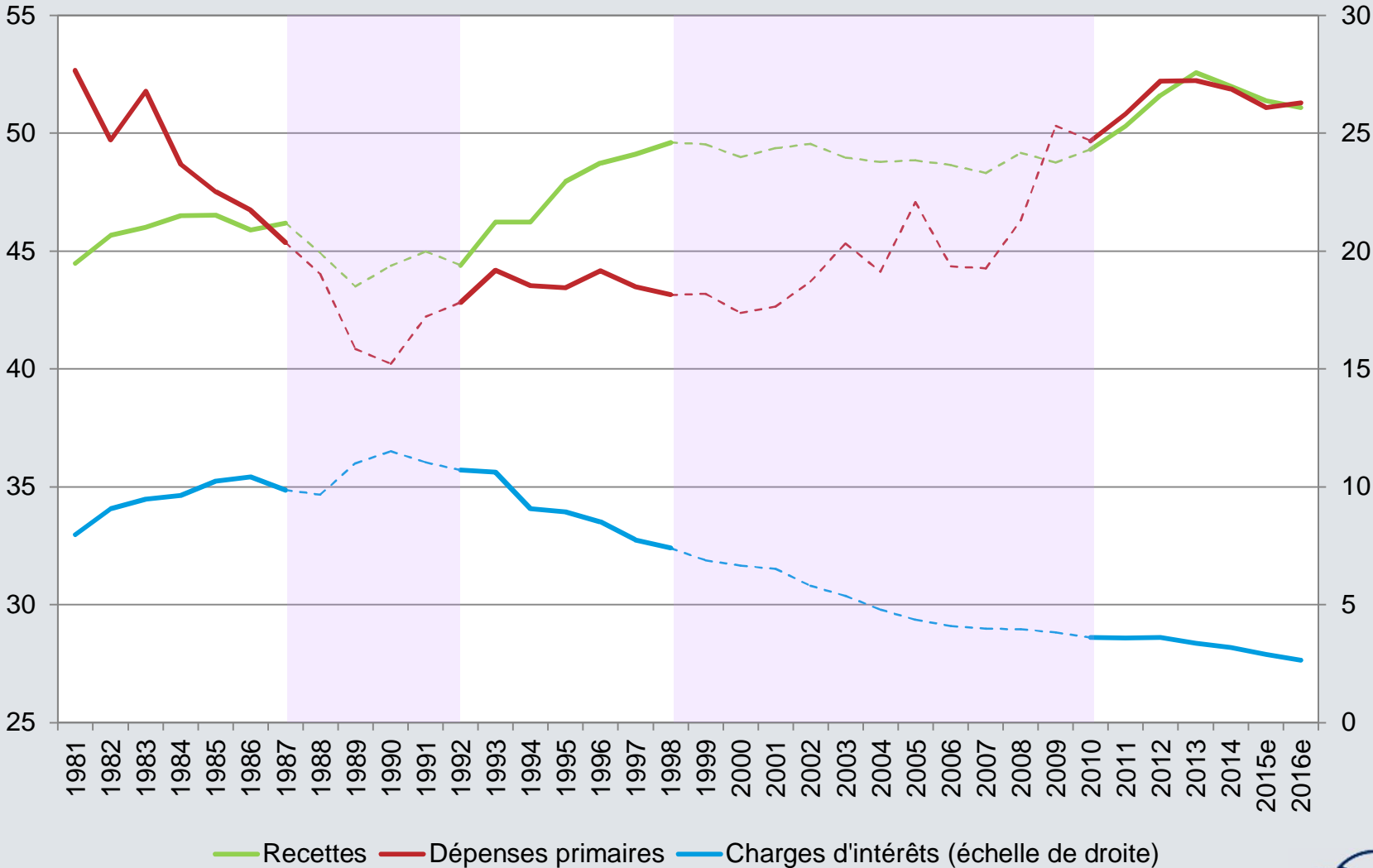
Structure de la présentation

- ▶ Balisage des périodes d'assainissement
- ▶ Contexte et principales mesures
- ▶ **Instruments de la politique d'assainissement**
- ▶ Conclusions



Recettes, dépenses primaires et charges d'intérêts

(pourcentages du PIB)



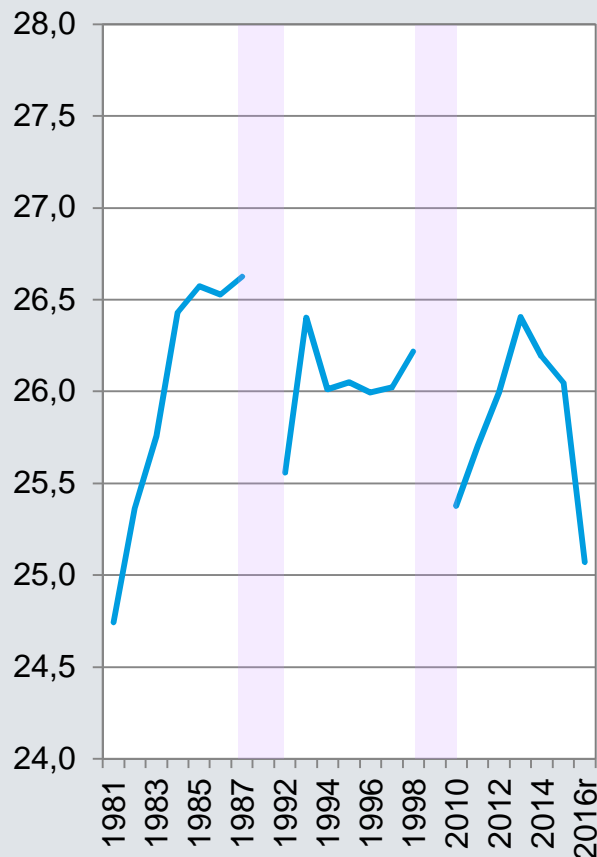
Sources: ICN, BNB.



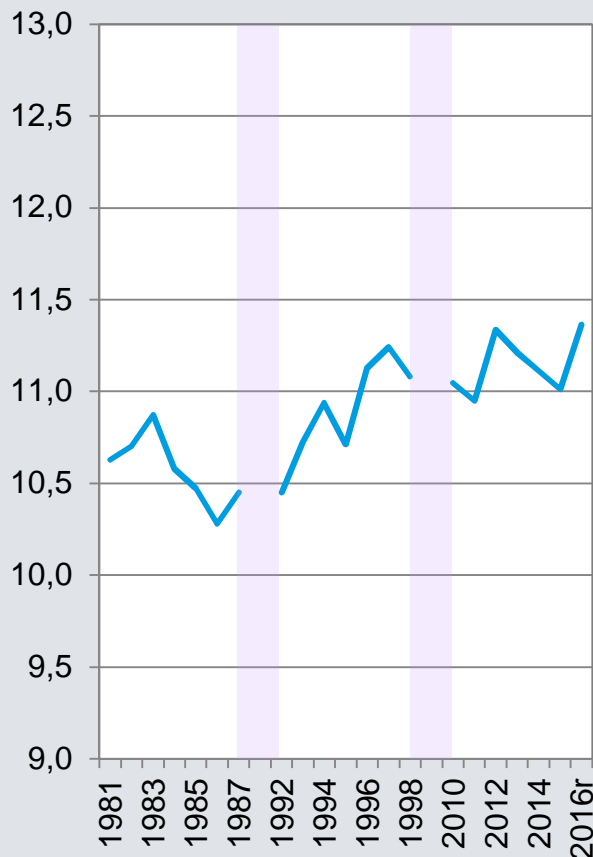
Recettes fiscales et parafiscales

(pourcentages du PIB)

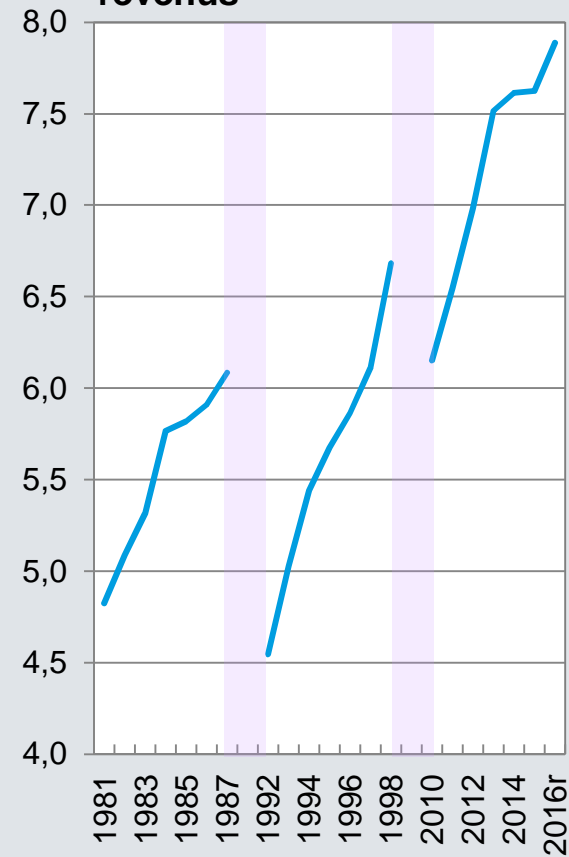
Prélèvements sur les revenus du travail¹



Impôts sur les biens et les services²



Hausse des impôts sur le capital et sur les autres revenus³



Sources: ICN, BNB.

¹ Impôt des personnes physiques et cotisations sociales.

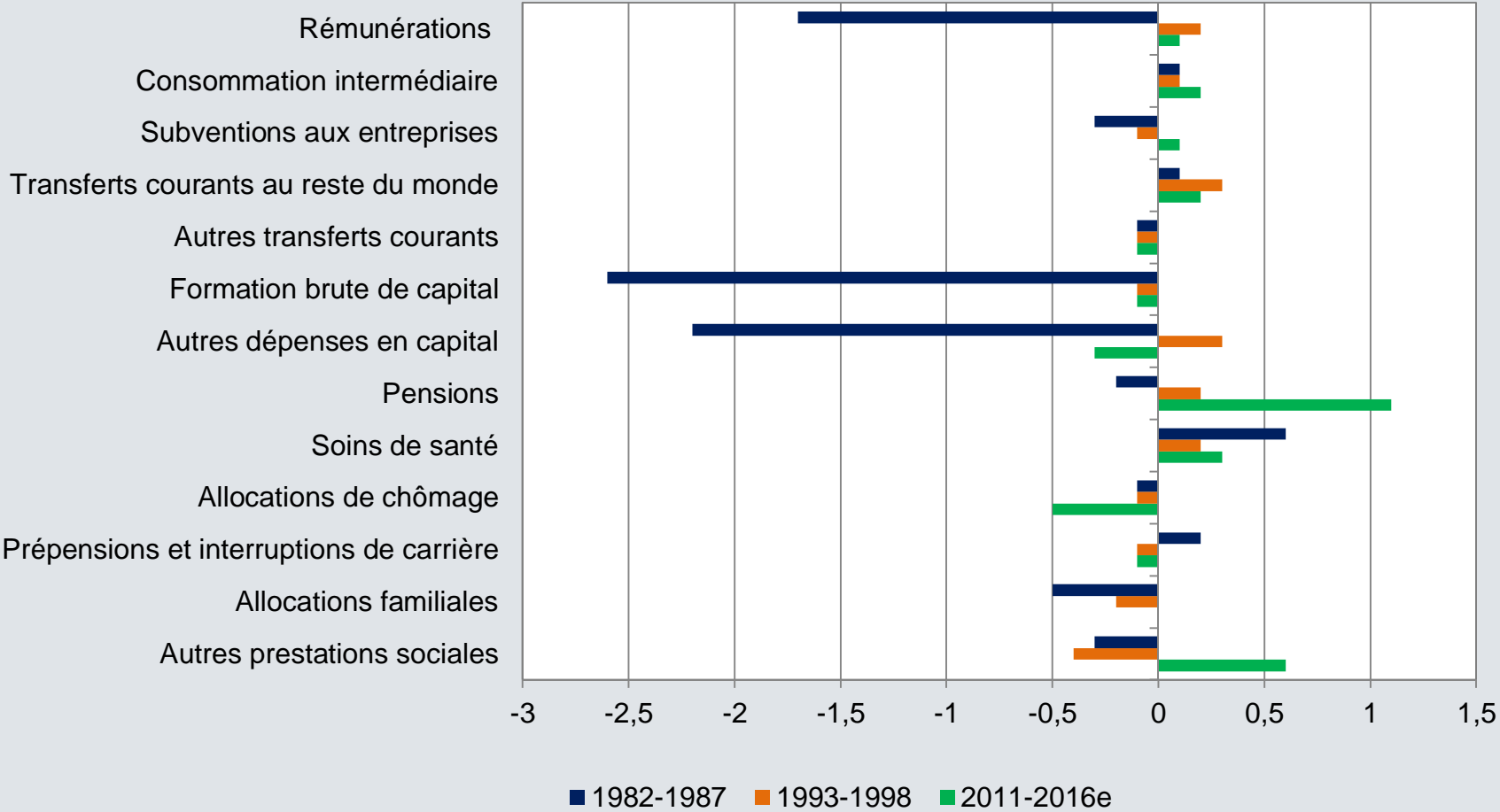
² Principalement TVA et accises.

³ Impôts sur les sociétés (ISOC), sur le patrimoine et les autres revenus (par exemple, précomptes mobilier et immobilier).



Dépenses primaires en période d'assainissement budgétaire

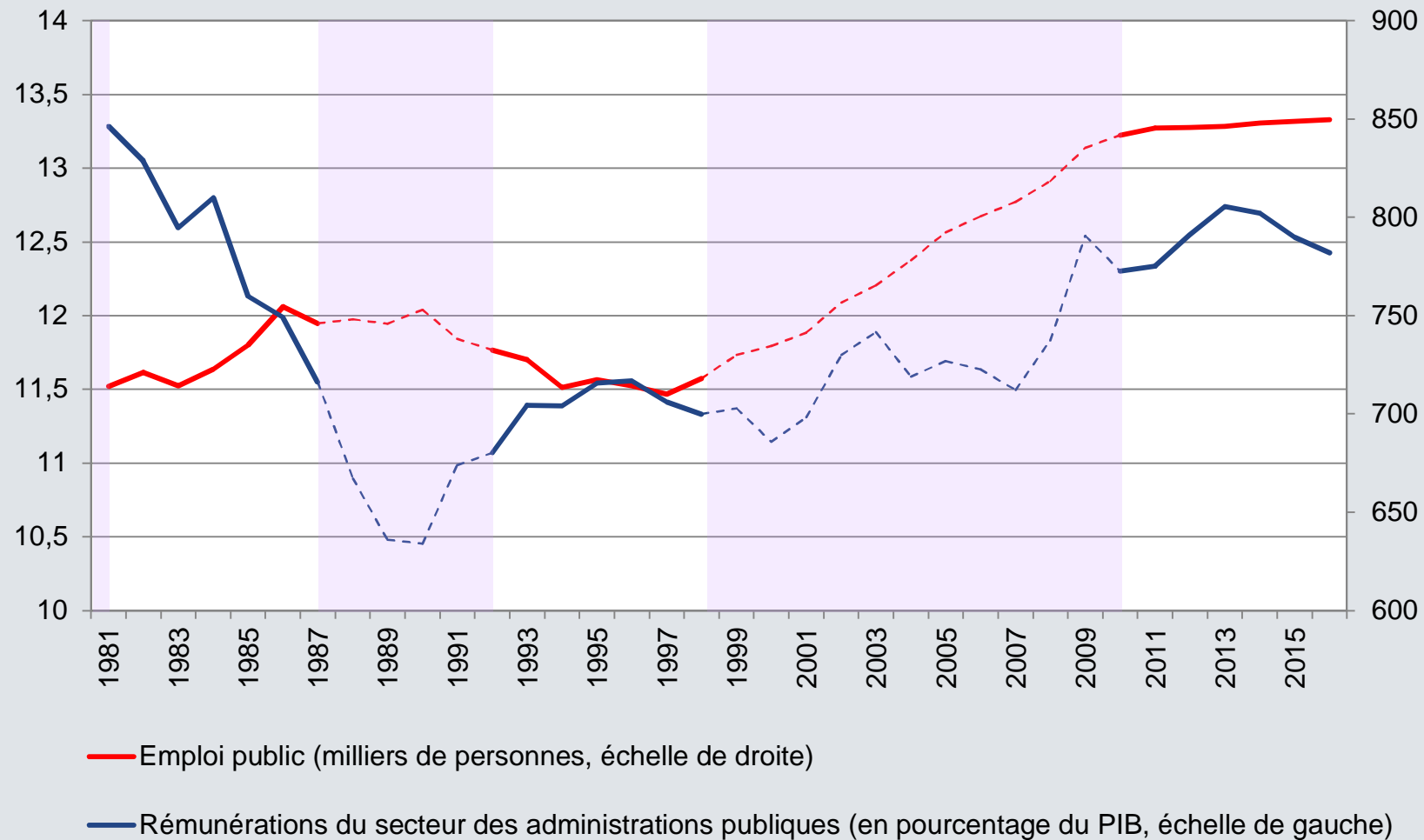
(variation en points de pourcentage du PIB)



Sources: ICN, BNB.



Rémunérations et emploi dans le secteur des administrations publiques n'évoluent pas toujours de pair



Sources: ICN, BNB.



Structure de la présentation

- ▶ Balisage des périodes d'assainissement
- ▶ Contexte et principales mesures
- ▶ Instruments de la politique d'assainissement
- ▶ **Conclusions**



Conclusions

- ▶ Trois périodes de consolidation des finances publiques belges
 - milieu des années 80 : importante réduction des dépenses et hausse des recettes
 - milieu des années 90 : surtout hausse des recettes et baisse des charges d'intérêts
 - période actuelle : hausse des recettes, baisse des charges d'intérêts et réduction prévue des dépenses; mesures de consolidation supplémentaires nécessaires

- ▶ Les consolidations budgétaires ont toujours:
 - commencé en périodes de basse conjoncture
 - été de pair avec des réformes structurelles
 - rétablissement de la compétitivité et promotion de l'emploi
 - soutenabilité de la protection sociale, notamment via des réformes des pensions

- ▶ Période de consolidation actuelle
 - effort de consolidation important, mais assez limité par rapport aux deux périodes précédentes, ...
 - ... qui doit toutefois se produire dans un contexte difficile
 - croissance économique plus faible
 - pression fiscale et parafiscale élevée
 - (trop) faible niveau des investissements publics
 - coûts du vieillissement en expansion

